

Les ITI : une machine à tuer la démocratie et la collégialité

Communiqué du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg

(Le 19 décembre 2019)

Que sont les Instituts thématiques interdisciplinaires (ITI) ? Selon Catherine Florentz, vice-présidente Recherche, ce sont de « grands consortiums recherche-formation » destinés à remplacer les Labex, arrivés en fin de vie. Les ITI sont portés conjointement par des unités de recherche, des composantes et des écoles doctorales. Ils visent rien moins qu'« **un véritable remodelage du paysage de la recherche du site et de ses liens avec la formation, impliquant autant les thématiques déjà identifiées par les LabEx, EquipEx, EUR, ... que des thématiques et projets à haut potentiel qui ont émergé depuis la labélisation « université d'excellence »** ». Leur création, ainsi proposée par la seule présidence de notre université, mais jamais validée par aucun conseil central - premier problème -, a fait l'objet d'une Lettre de cadrage rédigée en janvier 2019. Il s'agissait explicitement d'anticiper le lancement d'un appel à projets du Programme d'investissements d'avenir (PIA 3) qui n'a été dévoilé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) que fin octobre 2019, soit dix mois après le début de la course folle aux ITI au sein de notre université.

Il en découle un second problème, que nous connaissons malheureusement trop bien depuis dix ans à l'Université de Strasbourg : mettre en œuvre des restructurations lourdes avant même qu'elles n'aient une existence officielle, administrative, ou seulement légale. Si bien que la présidence, bénéficiant de fuites - ou bien douée du don de prophétie ? - a fait travailler pendant 8 mois, dans une urgence et une concurrence délétères, des dizaines de composantes et laboratoires et des centaines de collègues sur un appel à projets de l'ANR **totalelement inconnu**. Une question se pose crument aujourd'hui : comment faire entrer les 18 ITI finalisés et déposés, dans l'appel à projets intitulé « Structuration de la formation par recherche dans les initiatives d'excellence » ([SFRI](#)) ?

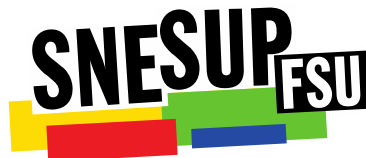
La réponse est simple - et c'est ici qu'il y a un troisième problème : ils n'y entreront pas tous. Et ceci pour trois raisons. La première est que plusieurs n'ont pas été conçus pour répondre à un appel que les collègues ignoraient. Il est difficile de le leur reprocher. La seconde est la sélection : après une évaluation par quelques experts internationaux, le choix définitif des ITI reviendra au président de l'université et à des représentants des EPST (CNRS et INSERM). Nous voilà renvoyés au premier problème : la démocratie et la collégialité universitaires sont bafouées, de l'origine du projet jusqu'à son terme. Mais c'est encore plus grave : le ver est au cœur des ITI. En effet, chaque ITI bénéficiera de sa gouvernance propre avec un Conseil d'administration, voire un conseil scientifique, et pourra gérer ses crédits en dehors de tout contrôle des conseils centraux. De véritables universités seraient ainsi instituées au sein de l'université. La troisième raison est financière : le nombre d'ITI étant supérieur à celui initialement projeté, le budget de la recherche ne cessant de baisser depuis 2009 et vu l'obligation de conserver une part des crédits de l'IDEX pour les opérations en-dehors du périmètre des ITI, certains ne seront pas sélectionnés et aucun ne bénéficiera des crédits sur 8 ans dont il rêvait.

Ce ne sont là que quelques problèmes. Il en existe beaucoup d'autres, que les élus d'opposition et les élus syndicaux dans les conseils centraux ont commencé à soulever. En particulier celui de la création d'une université à deux vitesses : d'un côté des laboratoires et composantes ayant intégré ces méga-opérateurs des masters et doctorats que seront les ITI sélectionnés, de l'autre celles et ceux qui, voués à une recherche de basse intensité, vivront dans un collège universitaire virtuel rassemblant les formations de licence.

Dans de telles conditions, le SNESUP-FSU interpelle solennellement le président Deneken :

- il exige que soient respectées les prérogatives élémentaires des conseils centraux et des élu-es, à savoir leur droit à l'information ainsi que leur droit d'accès à tous les documents que les règlements et la loi les autorisent à consulter : la rétention de documents et d'informations majeures par la présidence n'est plus acceptable et doit faire l'objet de saisine automatique de la CADA et au besoin des juridictions administratives !
- il demande instamment que les conseils centraux conservent leur pleins pouvoirs de contrôle et de décision dans l'attribution et la gestion des crédits des ITI, ainsi que dans la répartition des crédits entre les ITI et les structures hors périmètre ;
- il demande que les équipes et les composantes non membres d'un ITI bénéficient de garanties de financement pérenne, au moins à la hauteur de ceux attribués aux ITI ;
- il propose qu'ait lieu, dès janvier 2020, un grand débat sur les ITI, ouvert à toute la communauté universitaire, et ceci afin de favoriser la transparence et la bonne information qui est due à l'ensemble des personnels.

Près d'un an après son lancement, le projet des ITI strasbourgeois reste pour la majorité de nos collègues un étrange OVNI. Cette boîte à « consortiums » mérite d'être clairement identifiée et définie, y compris dans tous les dangers qu'elle comporte. Elle ne saurait devenir une nouvelle machine à tuer la démocratie et la collégialité. Le SNESUP-FSU estime enfin que conduire de front la création des ITI, la dévolution du patrimoine et l'application à venir des dangereuses dispositions de la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) fait courir un risque inconsidéré à notre université.



Contact : syndicat-snesup-resp@unistra.fr

Suivez-nous !

<https://www.facebook.com/snesupfsu/>

<https://twitter.com/SnesupFsu>